

Étude des crédits 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

COMMISSION QUÉBÉCOISE
DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
	Liste des sites Internet	
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022	1
2	Dépenses pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022	2
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2021-2022	3
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)	4
5	Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme, un professionnel ou une firme externe	5
6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022	6
7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme	9
8	Liste des consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme	10
9	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère	11
10	Montants de dépenses diverses (photocopie, mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, frais d'alcool et de fêtes, congrès, colloques, perfectionnement ou ressourcement)	12
11	Montants dépenses reliées à la téléphonie et informatique	13
12-A	Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus en 2021-2022	14
12-B	Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins en 2021-2022	15
12-C	Nombre total de jours de maladie pris par le personnel	16
12-D	Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emplois	17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
12-E	Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)	18
12-F	Nombre total de jours de vacances pris par le personnel	19
12-G	Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emplois	20
12-H	Le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emplois qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation	21
12-I	Le nombre d'effectifs réguliers par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail	22
12-J	Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir	23
12-K	Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche à accomplir	24
12-L	Le nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail	25
12-M	Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires	26
12-N	Le nombre d'employés permanents et temporaires	27
12-O	Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ	28
12-P	Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi	29
12-Q	L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs	30
12-R	Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région	31
13-A	Le nombre de départs à la retraite. Inclut le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées	32
13-B	Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent <i>Plan de gestion des ressources humaines</i>	33
13-C	Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats	34
14	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022	35
15	Les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022	36
16	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés	37
17	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022	38
18	Liste de sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme	39

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
19	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emplois, rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère	40
20	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)	41
21	Pour chaque ministère ou organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé	42
22	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres	43
23	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022	44
24	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre	45
25	Le détail pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public	46
26	Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	47
27	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers, et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022	48
28	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation	49
29	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme pour l'année financière 2021-2022	50
30	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent	51
31	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023	52
32	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement	53
33	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis	54

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
34	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet	55
35	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat	56
36	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire	57
37	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée	58
38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023	59
39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement	60
40	Les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres)	61
41	Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi	62
42	Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emplois	63
43	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle	64
44	Tout sondage ou enquête d'opinion réalisé par le ministère ou l'organisme	65
45	Toute dépense publicitaire réalisée par le ministère ou l'organisme	66
46	Tout montant dépensé par le ministre ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des activités du ministère ou organisme	67
47	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022	68

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
48	Toute somme dépensée et action réalisée par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse	69
49	Toute somme dépensée et action réalisée par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022	70
50	Toute somme dépensée et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022	71
51	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme: le nombre d'employés au total en ayant bénéficié, le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 et la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié	72
52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail	73
53	Nombre d'employés ayant été absents du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant	74
54	Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022	75
55	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022	76
56	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées	77
57	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics	78
58	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022	79
59	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes	80
60	Les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016	81
61	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021	82
62	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60	83

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
63	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans	84

Liste des sites Internet pour la diffusion de l'information :

MINISTÈRE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
03.03	COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
05.02	BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
06.01	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
06.02	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
06.03	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
06.04	COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
06.05	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 1: Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 18**), en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieurs. Les informations relatives au 4e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

DATES DE DÉBUT ET DE RETOUR	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
ENDROITS	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
PERSONNES RENCONTRÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
COÛTS	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
PARTICIPANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ENTENTES SIGNÉES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
INVESTISSEMENTS ANNONCÉS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
NATURE DU VOYAGE	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
COÛTS DES POINTS DE PRESSE	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
CONSIGNE SANITAIRE	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
CRÉDITS CARBONE	Veuillez vous référer à la réponse de la question 46.

¹Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 2: Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**), en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieurs. Les informations relatives au 4e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

RAISONS DU DÉPLACEMENT	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
ITINÉRAIRE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
COÛTS	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
AUTRES COÛTS VENTILÉS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
PARTICIPANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 3: Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2021-2022.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.¹

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet, et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**), en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieur. Les informations relatives au 4^e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
FIRMES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
CONTRATS OCTROYÉS (MODE D'OCTROI ET COÛTS)	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
FOURNISSEURS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
BUT DE LA PUBLICITÉ OU DE L'ARTICLE PROMOTIONNEL	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
RAISON DE LA COMMANDITE ET ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
COÛTS DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 4: Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

ORGANISME	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
LISTE DES ÉVÉNEMENTS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉVÉNEMENT VIRTUEL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

PROFESSIONNEL OU FIRME EXTERNE	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
PROFESSIONNEL OU FIRME	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
CONTRATS OCTROYÉS (MODE D'OCTROI ET COÛTS)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
FOURNISSEURS	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
LISTE DES ÉVÉNEMENTS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉVÉNEMENT VIRTUEL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 5: Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, un professionnel ou une firme externe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**), en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieur. Les informations relatives au 4e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

ORGANISME	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
LISTE DES FORMATIONS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

PROFESSIONNEL OU FIRME EXTERNE	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
PROFESSIONNEL OU FIRME	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
CONTRATS OCTROYÉS (MODE D'OCTROI ET COÛTS)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
FOURNISSEURS	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
LISTE DES FORMATIONS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 6: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.¹

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNIFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	COÛT
Ateliers de l'E.D.Q.	Plaquettes d'identification	58 \$
Bhuller Tejinder Singh	Service d'interprétariat en audience	258 \$
Bikas Shourkaei, Hamid	Service d'interprétariat en audience	258 \$
Caltabanis, Constantinos	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Centre de Perfectionnement Linguistique	Service de révision linguistique	55 \$
CIUSSS. Centre-Sud-de-L'Île-de-Mtl	Service d'interprétariat en audience	2 234 \$
Club Imprimerie Inc.	Service d'impression	3 468 \$
Cogitexte	Service de traduction	14 796 \$
Couture, Pierre	Comité de renouvellement et de sélection de membres	6 200 \$
En Clair Service-Conseil inc.	Service conseil	8 480 \$
École nationale d'administration publique	Service d'évaluation de renouvellement et sélection des membres	7 300 \$
Encore	Service de prêt d'équipement audio-visuel	1 986 \$
Évaluation Personnel Sélection International inc.	Service d'évaluation de renouvellement et sélection des membres	11 141 \$
Filek, Casimir	Service d'interprétariat en audience	108 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

QUESTION 6:

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	COÛT
Fortin, Francis	Présentation sur les auteurs de crimes sexuels	525 \$
Gestion L'Eauthentique inc.	Distributeurs d'eau et nettoyage des distributeurs	228 \$
Groupe Magnitude inc.	Impressions	153 \$
Hôtel Springhill Suites Marriott	Location de salle et service	2 238 \$
Interscript	Service de révision linguistique	6 898 \$
Iron Mountain Canada Operations ULC	Service de déchiquetage sécuritaire	150 \$
Kadiri, Hasnaa	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Keleny inc.	Service d'interprétariat en audience	593 \$
Marchand, Louise	Comité de renouvellement et de sélection de membres	6 421 \$
Mendes, Jorge	Service d'interprétariat en audience	258 \$
Novexco inc. (Hamster)	Fourniture de bureau	2 070 \$
Olympique Solutions informatiques	Cartouche d'encre	2 322 \$
Postes Canada	Enveloppes préaffranchies	955 \$
Purolator inc.	Service de livraison	1 146 \$
Quraishi, Wassima	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Ramirez Lopez, César Ernesto	Service d'interprétariat en audience	387 \$
Revenu Québec	Service d'archivage	19 607 \$
Revenu Québec	Service d'impression	483 \$
Revenu Québec	Service de messagerie	7 813 \$
Stérick Solutions de Communication	Service de destruction sécuritaire	200 \$
Symage Média (Canbarieh, Oussayma)	Service d'interprétariat en audience	387 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

QUESTION 6: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNIFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	COÛT
Thach, Hai	Service d'interprétariat en audience	387 \$
Tran, The Nghi	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Tukalak-Mount, Yolande	Service d'interprétariat en audience	1 179 \$

NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MANDAT DES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
RÉSULTAT DES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
DATE D'OCTROI DU CONTRAT	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉCHÉANCIER	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
SOUMISSIONNAIRES D'UN MODE D'OCTROI	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MONTANT DES SOUMMISSIONS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 7: Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 08: Liste des consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :
<https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 09:	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.
---------------------	---

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 10: **Montants, pour l'année 2021-2022, de diverses dépenses.**

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

PHOTOCOPIE¹	-
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	922 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE	228 \$
REMBOURSEMENT DE FRAIS DE TRANSPORT. D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS²	10 822 \$
ENSEMBLE DES DÉPENSES DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES, PERFECTIONNEMENT ET RESSOURCEMENT³	1 340 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	150 \$

¹ La réponse à cette question est transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

² Comprend les frais de déplacements liés aux formations.

³ Exclut les frais de transport, d'hébergement et de repas.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 11: Montants, pour l'année 2021-2022, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).¹

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-A: **Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus en 2021-2022.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-B: Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins en 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-C: Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-D: Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emplois.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-E: Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-F: Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-G: **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emplois.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-H: Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d’emplois qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation.

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1° de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-I: Le nombre d'effectifs réguliers par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-J: Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-K: Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche à accomplir.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-L: Le nombre de postes par catégorie d’emplois et par leur territoire habituel de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-M: Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-N: Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-O: Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-P: Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

La Commission n'a pas de postes abolis pour l'année financière 2021-2022.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-Q: L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12-R: Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

	CADRES	PROFESSIONNELS	FONCTIONNAIRES	AGENTS DE LA PAIX ¹	OUVRIERS ¹
POSTES VACANTS					
Capitale-Nationale	0	1	0	-	-
Montréal	0	0	0	-	-
ÉQUIVALENT TEMPS COMPLET NON COMBLÉS					
Capitale-Nationale	0	0	0	-	-
Montréal	0	0	0	-	-

¹La Commission n'a pas d'employés dans les catégories agents de la paix et ouvriers.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-A: Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-B: Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent <i>Plan de gestion des ressources humaines</i> .

NOMBRE DE REMPLACEMENTS	1
--------------------------------	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-C: Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

NOMBRE DE RETRAITÉS ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS	Aucun retraité engagé pour un ou des contrats pour l'année financière 2021-2022.
---	--

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 14: **Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022.**

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4** paragraphe 27).¹

	SIÈGE SOCIAL	BUREAU DE MONTRÉAL
DURÉE DU BAIL	La durée du bail est sans fin prévue.	
ADRESSE	300, boul. Jean-Lesage	1, rue Notre-Dame Est
MUNICIPALITÉ	Québec	Montréal
NOM DU LOCATEUR	Société québécoise des infrastructures	
SUPERFICIE LOUÉE	969 m ²	1014 m ²
LOYER MENSUEL	17 929 \$	19 919 \$
AMÉNAGEMENTS DEPUIS LE 1 AVRIL 2021	-	15 613 \$

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 15: Les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 16:	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.
---------------------	---

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le <i>Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien</i> de l'Assemblée nationale .

DATES DES TRAVAUX	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
COÛTS	672 \$
NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 17:

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2021-2022.

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 18: **Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 26**).¹

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 19: **Liste du personnel hors structure, par catégorie d’emploi, rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.**

La Commission n'a pas de personnel hors structure pour l'année financière 2021-2022.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 20: Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 21: Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 22: **Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.**

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 23:	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022.
---------------------	---

NATURE DU SERVICE	FOURNISSEUR	COÛTS
Accès à l'information	Thomson & Reuters	396 \$
Accès AZIMUT	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	1 080 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 24:	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
---------------------	---

ACHAT DE BILLETS DE SAISON	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
BILLETS DE SPECTACLES OU ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
RÉSERVATION DE LOGES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉS PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
FRAIS PAYÉS POUR DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 25: **Le détail pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 26: **Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.**

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 27:	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers, et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022.
---------------------	---

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 28:	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
---------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 29: Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme pour l'année financière 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 30:	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent.
---------------------	--

L'information concernant la <i>Politique de financement des services publics</i> sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.
--

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 31:	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2022-2023.
---------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 32: Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

PROGRAMME OU ENTENTE	Aucune somme reçue pour l'année financière 2021-2022.
SOMMES REÇUES	Aucune somme reçue pour l'année financière 2021-2022.
DATE(S) DES VERSEMENTS	Aucune somme reçue pour l'année financière 2021-2022.
UTILISATION DES FONDS	Aucune somme reçue pour l'année financière 2021-2022.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 33:	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
---------------------	---

MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
---	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 34: Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2021-2022, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la *Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre*.

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 35:	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
---------------------	--

MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
---	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 36:	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
---------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 37:	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée.
---------------------	--

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.
--

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 38: La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 39:	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
---------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 40: Les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres).

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 41: Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 42: Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2021-2022 le taux d’absentéisme en ventilant par catégorie d’emplois.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 43:	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.
---------------------	---

ASSOCIATION	COÛTS
Association of Paroling Authorities International	83 \$
Barreau du Québec	12 499 \$
Canadian Criminal Justice Association	500 \$
Conférence des juges administratifs du Québec	650 \$
Société de criminologie du Québec	50 \$

LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES ET DIRIGEANTS AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
--	--

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 44: Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisé par le ministère ou l'organisme.

Sondage pour connaître la satisfaction du personnel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles ¹	
RÉALISATION	Sondage réalisé et administré par la Commission québécoise des libérations conditionnelles
CLIENTÈLE	Personnel de la Commission
BUT	Connaître la satisfaction du personnel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles
RÉPONDANT	39
COÛTS	Aucun coût pour la réalisation et la gestion des sondages.

Sondage de satisfaction relatif à l'accompagnement dans le changement ¹	
RÉALISATION	Sondage réalisé et administré par la Commission québécoise des libérations conditionnelles
CLIENTÈLE	Personnel de la Commission
BUT	Établir la mesure de départ du taux de satisfaction du personnel dans l'accompagnement du changement, en respect de l'indicateur 8 de la Planification stratégique 2021-2026
RÉPONDANT	41
COÛTS	Aucun coût pour la réalisation et la gestion des sondages.

¹Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 45:

Pour toute dépense publicitaire réalisée par le ministère ou l'organisme.

	POURCENTAGE	COÛTS
DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	100%	350 \$
DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX	0%	0 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 46:	Tout montant dépensé par le ministre ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des activités du ministère ou organisme.
---------------------	--

MONTANT TOTAL DÉPENSÉ POUR DES CRÉDITS CARBONE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
---	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 47:	Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022.
---------------------	---

SCÉNARIO, ÉTUDE RÉALISÉE ET ACTION RÉALISÉE	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION 2021-2022	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS 2018	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 48:	Toute somme dépensée et action réalisée par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.
---------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 49: **Toute somme dépensée et action réalisée par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.**

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse de la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 50: Toute somme dépensée et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le *Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022* sera présentée au **Rapport annuel 2021-2022** des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 51: **Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme: le nombre d'employés au total en ayant bénéficié, le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 et la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 52:	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
---------------------	--

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL POUR LE TÉLÉTRAVAIL	8 243 \$
--	----------

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 53: Nombre d'employés ayant été absents du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 54: **Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>¹ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.

¹Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 55: **Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 56:	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
---------------------	--

COÛT TOTAL DES MESURES DE LA CNESST	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
--	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 57:	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l’objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
---------------------	---

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/ ¹ .

NOMBRE D'AUTORISATIONS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
PROFESSIONNEL OU FIRME	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MONTANT ACCORDÉ	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.
MOTIF DE LA DEMANDE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.

¹Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 58: **Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2021-2022** des ministères et organismes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 59: **La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.**

NOMS DES PERSONNES	MANDATS DES COMITÉS	HONORAIRES
Couture, Pierre	Renouvellement et sélection de nouveaux membres	6 200 \$
Marchand, Louise	Renouvellement et sélection de nouveaux membres	6 421 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 60: Les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS	Aucun stagiaire pour l'année financière 2021-2022.
HEURES DE STAGES EFFECTUÉES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE	Aucune dépense pour l'année financière 2021-2022.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 61: Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 62: Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 63:	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
---------------------	--

MONTANT TOTAL DES AMENDES PERÇUES	Aucune amende perçue pour l'année financière 2021-2022.
--	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

